



« Il n'y a pas de police politique dans notre pays » Brice HORTEFEUX, ministre-bonimenteur responsable du contrôle des masses.

Rêve Général !



La bouffe polluante ! (p.2)

La libre concurrence (p.3)

De l'ordre et du désordre (p.6)



Glissé aux bords des cortèges ou dans le cul de nos dirigeants, mon thermomètre est formel : à mesure que la température de la rue s'abaisse celle de nos gouvernants augmente dangereusement ! Etrange diagnostic me direz-vous... et pourtant c'est le vieux sonneur du *Tocsin* qui vous le dit : croyez-moi c'est un sacré branle-bas de combat général au sommet de la pyramide des « *jean-foutre* ».

Loin de tendre une oreille attentive aux revendications populaires, le théâtre de la République donne ainsi à revoir sa représentation éculée du jeu des chaises musicales, spectacle politique où nos « *élites éclairées* » nous font regretter de ne pas avoir déparé Paname pour mettre à bas ces imposteurs. A l'ampleur du mouvement social répond ainsi un nouveau remaniement ministériel censé prendre en compte les « *aspirations des français* » et surtout préparer le maintien au pouvoir du Prince de NAGY-BOCSA. Ne cherchez pas ailleurs une autre réponse du monarque républicain aux aspirations de la rue, vous n'en trouverez pas, excepté peut-être dans les différents coups portés à la dynamique populaire par l'arsenal répressif de son royaume.

Que le peuple se rassure, l'alternance se prépare et la gauche politique s'ébroue dans le marais socialiste : des dizaines de goretts prêts à tendre le groin pour récolter un poste, un ministère, ou oh !, suprême honneur, la possibilité d'être enfin porcher à la place du porcher ! DARWIN ne me suivrait sûrement pas dans cette nouvelle théorie de l'évolution, qui de singe en homo sapiens déboucherait sur un *homo politicus porcibus* triomphant, homme-cochon régnant sur un peuple de moutons.

Mais le sonneur que je suis s'égare et semble même se complaire à tremper si féroce-ment sa plume dans une encre teintée d'un « *populisme ravageur et malsain* ». Je ne m'inquiète guère, si tel est le cas la nuée des « *jean-foutre* » saura venir me jeter aux pieds cette nouvelle tare infâmante comme un gant taché d'un déshonneur indélébile. Que les nouveaux croisés de la bataille contre le populisme se nomment Bernard HENRI-LEVY, Manuel VALLS ou plus récemment José-Manuel BARROSO ne devrait pas surprendre celles et ceux qui savent qu'une « *ligne populiste* » n'est rien d'autre qu'une position politique qui prend le parti du peuple contre les élites.

Il me serait néanmoins fortement désagréable que mon lectorat ne voit en moi qu'un vieux militant borné, arc-bouté sur des préjugés presque aussi vieillots que mes livres de Karl MARX. Grincheux certes, exalté il se peut mais sectaire foutre-Dieu non ! Je donne une chance aux fourbes paltoquets de l'E.N.A, non pas de me convertir à leurs manigances de coupe-jarrets, mais de me donner tort sur leurs réelles intentions. Qu'un tourbillon démocratique balaye le Parlement, que les élus du peuple adoptent le mandat unique, s'engagent contre le cumul des fonctions, reconnaissent la valeur du référendum d'initiative populaire et non de non je le dis je retrouverai le chemin des urnes !

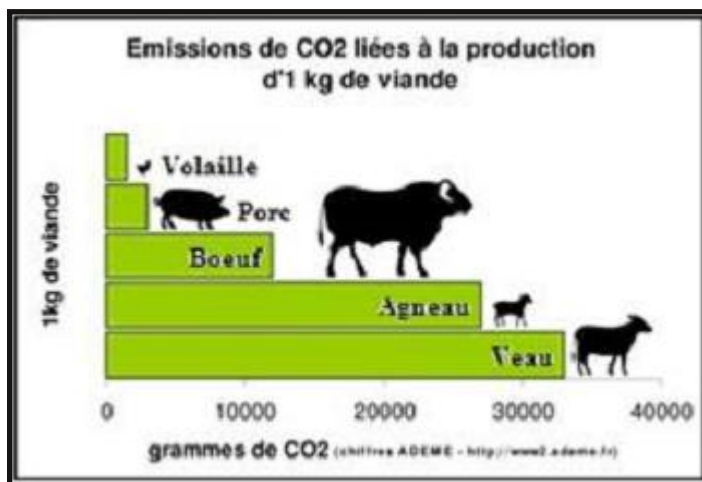
Idéaliste votre sonneur ? Après tout le *Tocsin* a appelé à la Grève Générale, il peut bien décréter le Rêve Général non ?

Après la malbouffe, la bouffe polluante !

Chers lecteurs soucieux de notre bonne vieille planète, après les transports qui représentent plus d'un quart des émissions de gaz à effet de serre, intéressons nous aujourd'hui à ce qu'il y a dans nos assiettes.

L'agriculture est en effet responsable elle aussi d'environ un quart des rejets de carbone fossile dans l'atmosphère, sans parler des flatulences intempestives de nos beefsteaks sur pattes...

Vous me direz : « *Il faut bien manger tout de même ! Nous n'allons pas mourir de faim sous prétexte de dérèglements climatiques hypothétiques à venir !* ». Manger oui ! Mais quelques efforts raisonnés permettraient de réduire considérablement les conséquences néfastes de notre régime alimentaire sur notre environnement.



La viande est la première denrée responsable de pollution à tous les niveaux, sa production consomme 45 % de l'eau mondiale et accapare 75 % des terres arables européennes ! La plus « *gourmande* » est évidemment la viande de bœuf. Un kilo de steak équivaut ainsi à 120 km parcourus en 4x4. Ainsi sans aller jusqu'à devenir végétarien (le must de l'écolo !), et si nous pouvions chacun faire l'effort de **réduire notre consommation de viande à deux ou trois fois par semaine** ? Nous pourrions alors toujours apprécier nos bons petits plats de carnivores (et d'autant plus qu'ils seraient moins fréquents !) en diminuant notre impact. **Privilégier la volaille** est aussi un bon moyen de refaire son stock de protéines animales sans trop de pollution. *L'élevage avicole est en effet 14 fois moins polluant que l'élevage bovin.*

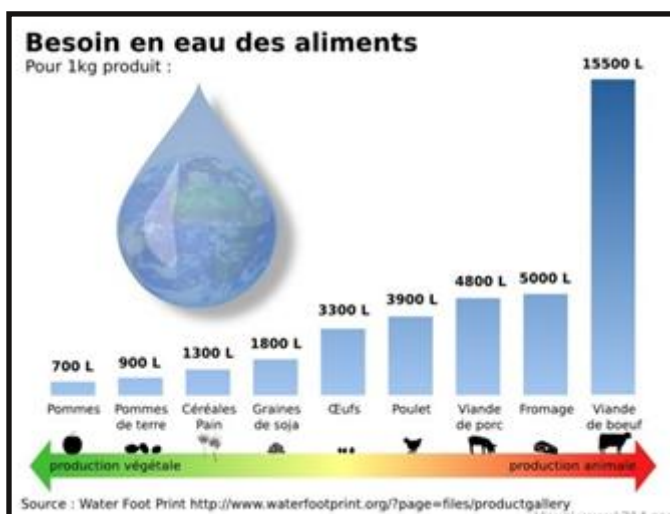
Le changement de nos habitudes de consommation est lui aussi primordial.

Les aliments biologiques, en plus d'être meilleurs du point de vue gustatif, renferment beaucoup moins de résidus phytosanitaires (pesticides...) et de résidus de médicaments (antibiotiques...) et ont ainsi moins d'effet nocifs et sur la santé et sur l'environnement.

Acheter des aliments produits localement, notamment par le biais des **AMAP** ou des **GASE** n'a que des avantages : prix moins élevés (vente directe du producteur au consommateur), moins de coûts énergétiques liés aux transports, support de l'économie et des emplois locaux, contact social et solidarité au rendez-vous, gain de temps par rapport aux files de caddies des hypermarchés démesurés...

Si vous n'adhérez pas à ce genre de distribution, **achetez au moins des fruits et légumes de saison** qui ne viennent pas de l'autre bout du monde par avion ! Et pour les produits exotiques certains labels de **commerce équitable** ont véritablement un effet bénéfique pour les populations du sud.

Enfin éviter les plats congelés et préparés, ainsi que les emballages inutiles, mais aussi les fruits et légumes calibrés générant un gaspillage monstrueux de nourriture.



Ce changement de nos habitudes permettra à tous ceux dont la prise de conscience donne des ingestions devant leur assiette de retrouver leur amour propre et de garder un bon coup de fourchette !





Prométhéús sonne le Tocsin !

Au nom de la libre concurrence...

Concurrence et économie :

Dans notre économie libérale mondialisée, la concurrence est une idée fondatrice. Selon les thèses économiques en vigueur elle traduit le droit des consommateurs à pouvoir faire des choix, un élément capital de la liberté individuelle. Elle est aussi censée apporter des mécanismes d'adaptation permanente entre demande et production, et censée créer une incitation à l'innovation. Ainsi la libre concurrence engendrerait une baisse globale des prix en même temps qu'une absence de monopole, néfaste pour la liberté.

Qu'en est-il dans la pratique ?

Depuis des décennies on se rend bien compte que le processus inverse se produit. En effet les multinationales deviennent de plus en plus gigantesques et puissantes, détruisant ou absorbant leurs concurrents et finalement se retrouvent en situation d'oligopole (quasi-monopole) et fixent alors les prix qui leur conviennent.

L'exemple le plus frappant est sans doute celui des logiciels informatiques, où Bill Gates avec son fameux *Windows* et sa gamme *Microsoft Office* a inondé le monde sans qu'aucune résistance ne se mette en place. Fort de son monopole, ses concurrents n'ont pas eu d'autre choix que de lancer leurs propres logiciels gratuitement, limitant alors leurs performances. Et les consommateurs n'ont pas eu d'autres alternatives proposées. Si *Microsoft* décidait de doubler ses prix actuels, nous n'aurions pas moyen d'aller voir ailleurs. De plus ce mono-système permet la diffusion de virus informatiques qui nécessitent l'achat d'anti-virus coûteux...

Un autre exemple est celui des opérateurs de téléphonie mobile français. Il y a quelques années les trois grands se sont mis d'accord pour fixer les

prix, violant ainsi la loi pour entente illicite sur le marché de la téléphonie mobile, et lésant l'ensemble des utilisateurs.

"Concurrence et profit : l'un est la guerre, l'autre le butin"

Pierre-Joseph PROUDHON.

On se rend dès lors bien compte que les thèses économiques qui élèvent la libre concurrence au niveau du dogme et assurent que le marché s'autorégule pour le plus grand bien des consommateurs sont périmées ; et que la concurrence devient de plus en plus imparfaite et faussée.

Concurrence et monopole d'état :

Depuis quelques années on assiste en France à la casse systématique du système public et à la privatisation de nombreux secteurs tels que la SNCF, EDF, France Telecom et désormais la Poste. J'entends beaucoup de gens se féliciter de ces privatisations : « *Les prix vont pouvoir baisser avec l'ouverture à la concurrence* », « *Ces fainéants de fonctionnaires vont enfin se mettre au boulot et arrêter de faire grève !* » etc.

Ce que beaucoup semblent avoir oublié c'est que l'Etat représente l'ensemble des citoyens. Privatiser c'est déposséder l'ensemble du peuple pour le redonner à quelques-uns. Sans crier au complot, ne sommes nous pas en train de nationaliser les dépenses (les citoyens cotisent pour rembourser la dette, payer l'éducation et la santé) et de privatiser les bénéfices (les possédants s'engraissent toujours plus) ?!

En outre l'objectif d'une entreprise privée est de faire des bénéfices (désolé pour les lapalissades), ce qui n'est pas le cas pour l'entreprise publique qui se doit de rendre un service. Dans ces conditions la privatisation engendre à chaque fois une politique de coupes franches dans le budget de l'entreprise : baisse des salaires, licenciements, non remplacement du matériel usagé... voire même une hausse des prix de vente ! (A l'opposé, je le rappelle de ce que promet la mise en concurrence !)...

SUITE page 4 !



L'exemple des chemins de fer britanniques est parlant : pour augmenter les dividendes qu'exigeaient les actionnaires, les dirigeants de ces nouvelles entreprises n'eurent pas vraiment le choix. Les tarifs augmentèrent, les investissements chutèrent en flèche, deux tiers des emplois cheminots furent supprimés et les coûts de maintenance furent réduits en deçà du minimum nécessaire à la sécurité des circulations. Le nombre d'accidents monta rapidement (parallèlement à la courbe des profits toujours plus élevés). Plusieurs d'entre eux furent spectaculaires et causèrent de nombreuses morts. Parmi eux, l'accident de Southall, en 1997. Cet accident aurait pu être évité si un système de sécurité qui arrête les trains automatiquement en cas de franchissement d'un signal d'arrêt avait été installé, comme demandaient les syndicats cheminots britanniques. Les actionnaires jugeaient ce système trop coûteux.

Et je ne m'étalerai pas sur le fait que la privatisation de certains secteurs entraîne un désengagement dans les zones les moins rentables (zones rurales notamment) qui contribue et entretient la désertification de nos campagnes. En bref on nous vole nos biens et nos services afin d'enrichir toujours les mêmes contre la promesse d'une baisse des prix et d'une meilleure efficacité, qui ne sera jamais tenue !

Concurrence déloyale :

Le système de distribution actuel est en majorité composé de grandes surfaces. Ces plate-formes gigantesques font des bénéfices tellement importants en vendant des millions de produits, qu'ils peuvent réduire la marge effectuée sur chaque marchandise, et faire une guerre des prix déloyale vis-à-vis des petits marchands. La création de grandes surfaces a ainsi fait fermer nombre de petits commerçants tels que fromagers, bouchers, épiciers et contribué à détruire des emplois de meilleure qualité et plus durables que ceux créés (Pour un emploi généré par une grande surface, cinq sont détruits). A cela il faut ajouter la perte sociale qui accompagne cette déshumanisation des achats. En effet les petits commerçants créent souvent un lien social avec leurs clients, en particulier pour les personnes âgées souvent esseulées. Enfin la qualité du service n'a rien à voir au niveau du conseil entre un fromager qui fait goûter ses produits, en discute et fait l'affinage lui-même et un intérimaire dont l'activité consiste à ranger des barquettes dans les rayons frigorifiés !

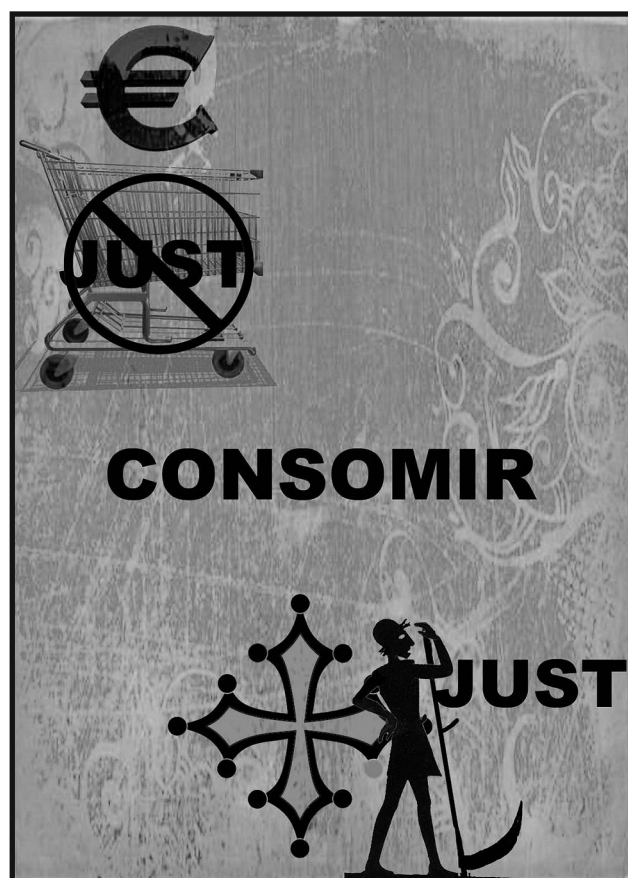
Ce type de concurrence déloyale est aussi valable à l'échelle mondiale. L'Europe par exemple a une agriculture extrêmement efficace et excédentaire. Elle inonde ainsi l'Afrique de poulets qu'elle vend moins cher qu'un poulet autochtone ! Les africains achetant le produit le moins cher donnent ainsi le peu d'argent qu'ils ont à l'Europe, entraînant la faillite de leur propre agriculture vivrière, empêchant leur pays de se développer économiquement !

Concurrence et écologie :

La mise en concurrence dans certains secteurs est source de destruction de la nature par multiplication des moyens. Prenons encore l'exemple des opérateurs de téléphonie mobile. N'est-il pas honteux que nous voyions notre paysage envahi par des antennes *SFR*, *Bouygues* et *Orange* alors qu'une seule pourrait suffire au lieu de trois ? Ces antennes envoient des ondes qui pourraient être néfastes pour la santé humaine et au nom de la concurrence nous les laissons se multiplier. La demande en matière première, en fabrication et en installation est elle aussi multipliée par trois ; est-ce logique dans une optique de développement durable ?

Comme nous l'avons vu plus haut le monopole d'état dans certains secteurs est-il si diabolique qu'il faille lui sacrifier notre environnement ?

Imaginons la mise en concurrence des moyens poussée à l'extrême et nous nous retrouverions avec plusieurs réseaux de voies ferrées et d'autoroutes ?! Plusieurs réseaux électriques et téléphoniques ?! Marchons-nous sur la tête ?



Concurrence et innovation :

La concurrence est souvent citée comme loi immuable, en ligne directe avec la loi de Darwin, où celui qui n'innove pas pour être meilleur que ses concurrents se fait tout bonnement dévorer. Cette mise en concurrence serait une condition "*sine qua non*" à l'émergence de nouvelles idées, un chaudron bouillonnant de découvertes techniques. Mais est-ce vraiment le cas ? Ou cette concurrence qu'on nous présente serait juste une farce qui ne différencierait ses produits que par une dissemblance de design et d'image de marque ?

Certains réfrigérateurs des années 50 de la marque *Frigidaire* fonctionnent encore actuellement alors que nos appareils ménagers ont maintenant une durée de vie d'une dizaine d'années tout au plus. Au nom de la concurrence et de prix un peu moins chers nous avons bradé la qualité des marchandises. Ces dernières sont fabriquées à moindre coût en Chine avec un impact écologique exorbitant : le transport bien sûr mais aussi le fait qu'il faut sans cesse fabriquer de nouveaux produits pour remplacer les anciens qui tombent en panne au bout de quelques années et qui ne se réparent plus.

Autre exemple : les industries pharmaceutiques dépensent des millions en recherche et développement afin de recréer l'effet d'une molécule connue mais protégée par un brevet, grâce à un nouveau médicament légèrement différent dans sa structure. Toute cette matière grise et cet argent foutu en l'air au nom de la concurrence alors qu'il reste tant d'avancées à faire en médecine !

Concurrence et compétition :

Ne serait-il pas temps de changer nos réflexes primaires de rivalité qui datent des chefs de meute, pour entrer dans un monde de coopération ? La coopération est le système le plus productif qui existe dans la nature. Aujourd'hui l'humanité est au point mort et redoute l'avenir. En effet elle n'a plus aucun but et la collaboration entre peuples et individus est rendue impossible par la méfiance réciproque et la recherche de domination qu'engendre ce système.

Je ne dis pas qu'il faut supprimer totalement toute forme de concurrence. Le concept de compétition serait plus intéressant à considérer. Une compétition amicale et ponctuelle pousse à se dépasser et flatte le « gagnant » sans pour autant mettre le « perdant » à la rue ! Mais la concurrence telle qu'elle est pratiquée rend les rapports entre personnes faussés et malhonnêtes. Elle instaure un climat de stress et de suspicion constant. Quel marchand ira vous dire que son concurrent vend de meilleurs produits et moins chers même si c'est la vérité ?

La concurrence actuelle nous l'avons vu est destructrice au niveau de l'emploi, au niveau écologique et social. En outre, elle ne tient ni ses promesses de service plus efficace, de meilleure qualité et moins cher ni celles d'investissements plus importants et réfléchis. Les pistes qui permettraient de vivre dans un monde plus juste, où la devise française ne serait pas réduite à la seule « Liberté », mais où « l'Égalité » et surtout la « Fraternité » auraient aussi leur place, sont nombreuses. La collectivisation de certains secteurs primordiaux tels que le transport, l'énergie, les communications... en est une. La suppression des multinationales pour favoriser les PME en est une autre. Le changement de notre système monétaire par une économie basée sur les ressources est aussi un concept à développer. A un niveau local, les communautés d'autogestion tendent également vers un idéal plus humain.

Utopistes, levons-nous pour révolutionner ce monde insane et fonder une société de coopération enfin équitable et durable !

« Qui dit société dit rapports fondés sur la communauté des intérêts. C'est la solidarité "l'aidons-nous les uns les autres" qui, se substitue à l'antagonisme, au "tue-moi ou je te tue" [...] »

En Garde ! Jules Guesdes.



[...L'**ordre** et le **désordre**, ces deux mots ne veulent pas dire la même chose selon le côté de la barricade où l'on se trouve.

Le désordre des uns peut être l'ordre pour les autres et inversement.

Le désordre dans la rue n'est pas le même que le désordre dans la société tout entière. Le désordre de la rue manifeste le désordre inaperçu d'une société. Le plus visible n'est pas forcément le plus profond et chacun ne s'aperçoit ainsi que du désordre qui le gêne...

L'ordre de celles et ceux qui ne manquent de rien ne doit pas se confondre avec une société en ordre. Le désordre de la rue est alors la réclamation profonde des pauvres et des bafoués pour un ordre général, un ordre pour tous, c'est-à-dire un ordre plus juste !

Mais il y aura toujours ceux qui préfèrent l'injustice au « *désordre* », surtout lorsque le « *désordre* » les gêne et que l'injustice leur profite...

Ordre, désordre, cela ne veut rien dire ! Il n'y a que des sociétés plus ou moins justes.

L'ordre véritable est au service de la justice !

Le « *désordre* » de la rue est alors source de violence. Violence ! Le mot n'en n'est pas moins équivoque...

Distinguons deux types de violence :

- La violence légale et institutionnalisée : celle de l'armée, de la police, de la peine de mort, celle aux mains de la bourgeoisie qui protège des biens baptisée « *République* » ou des privilèges nommés « *Libertés* ».

- La violence illégale, rebelle, incontrôlable et condamnée... cette révolte des « *enragés* », des guérilleros, qui est employée face aux oppressions et aux injustices !

La première n'est pas forcément la plus juste, ni la seconde la plus immorale...

Distinguons enfin les états de violence et les actes de violence.

Lorsque des hommes et des femmes passent leur vie dans la rue, lorsque des ouvriers sont tués au travail par manque de sécurité, lorsqu'un employé se suicide, lorsque le chômage détruit tout lien social... ce sont des victimes d'un état de violence.

Les médias et la bourgeoisie verront et condamneront les actes de violence de ceux qui ne peuvent plus supporter certains états de violence, on ignorera souvent a contrario la violence froide des institutions...]



Ce texte aurait pu être rédigé par l'un des auteurs du *Tocsin*. Je confesse d'ailleurs volontiers souscrire moi-même à l'ensemble de cette réflexion, raison pour laquelle j'aspire aujourd'hui à la faire partager à nos lecteurs.

Non cette diatribe n'a pas été extraite d'un tract étudiant « *anarcho-syndicaliste* », non ce pamphlet n'est pas l'œuvre d'un énième groupuscule révolutionnaire trotsko-mao-ségo-léniniste, non cette tribune n'a pas non plus été écrite par l'un des quelques « *guévaristes-non violents* » du N.P.A... non rien de tout cela. Aussi étrange que cela puisse paraître ce texte est une réflexion publiée par la Confédération Française Démocratique du Travail (C.F.D.T) en novembre 1970 ! Cette même C.F.D.T qui s'est progressivement convertie depuis le début des années 1980 au capitalisme préférant désormais l'économie de marché et la compromission avec le patronat à ses anciennes réflexions autogestionnaires.

Oubliant que lorsque « *l'ordre est injustice, le désordre est déjà un commencement de justice* », nombre de syndicats, partis politiques et valeureux militants refusent désormais de s'opposer frontalement aux systèmes en place, qu'ils soit économiques ou politiques, préférant porter la contestation à l'intérieur même de ces dits systèmes plutôt qu'à leurs marges. Par refus de la violence et respect de la légitimité de l'état, une partie de la gauche française sacrifie alors son idéologie ou sa doctrine de classe et se place contre toute attente dans le « *parti de l'ordre* ».

C'est ainsi que la gauche politique française fourmille de militants schizophrènes s'élevant contre la présidentialisation du régime tout en participant aux échéances électorales, se réclamant du guévarisme tout en fustigeant l'usage de la violence ou combattant avec acharnement les politiques libérales tout en reconnaissant se tenir prêts à voter pour l'ancien directeur du F.M.I s'il faut faire barrage à la droite.



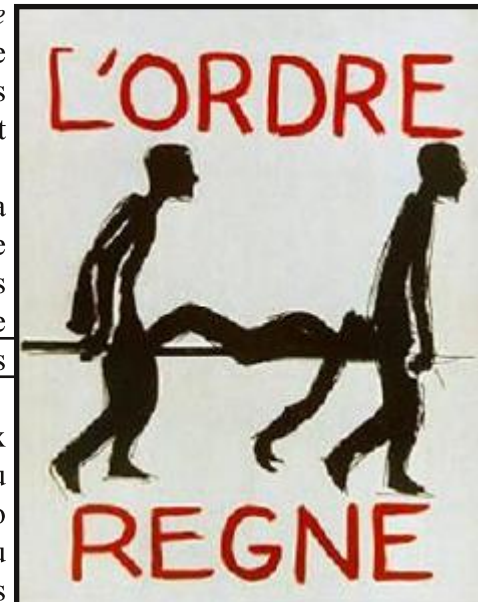
La gauche qui a fait le deuil de la « *violence révolutionnaire* », des socialistes aux trotskystes du N.P.A, a connu à des échelles différentes le même phénomène général de recentrage que celui vécu par la centrale syndicale cégétiste. L'abandon de la thématique révolutionnaire s'est alors accompagné d'une volonté de transformation interne de la société et d'une dénonciation quasi-systématique de l'usage de la violence. Lorsqu'on projette en effet de transformer les choses de l'intérieur sans mettre à bas le carcan politique on se fait irrémédiablement partisan de l'ordre au dépend du désordre. La violence, arme populaire du désordre, est alors l'émanation d'une pratique politique qu'une organisation parlementaire ne saurait tolérer. Que les partis de gauche participent eux-mêmes à cette entreprise de pacification du domaine politique dans l'état bourgeois n'est pas la moindre des contradictions... Cette gauche là fait aveu d'impuissance à proposer un autre type de société, nous offrant comme seul point d'horizon la promesse de réformer le capitalisme pour mieux l'accompagner. D'autres n'assument pas encore complètement cette évolution, mais leur anticapitalisme idéologique ne peut durablement cohabiter avec leur pratique politique : engouement électoral et dénonciation de la violence populaire participent à la légitimation de cette société qu'ils entendent combattre !

Cette violence populaire et ouvrière qui était émancipatrice en 1789, 1792, lors des Communes de 1871 ou sous les pavés de Mai 68 n'est plus désormais qu'une tragique dérive que ne sauraient tolérer des organisations légalistes participant au « *grand jeu électoral démocratique* ».

L'usage de cette violence est ainsi unanimement dénoncé, la gauche politique joignant ses cris d'orfraie à ceux poussés par la réaction lorsqu'il s'agit de s'opposer à celles et ceux qui mènent la « *guerre de classes* » qui de Jean-Marc ROUILLAN aux combattants marxistes basques de l'*Euskadi Ta Askatasuna* en passant par une certaine jeunesse des banlieues françaises qui en 2005 s'est soulevée contre la « *ghettoïsation sociale* » ripostent à leur manière à la violence de l'Etat et du système économique.

Piétinant son héritage, la gauche française, si elle ne reconnaît plus l'usage de la violence comme acte révolutionnaire et émancipateur, trahit de surcroît la classe ouvrière en partageant la même indignation que la classe bourgeoise devant les débordements populaires. Abhorrant le désordre, elle devient de ce fait servante de l'ordre, protégeant les intérêts des puissants qui seuls peuvent désormais décider de la légitimité ou non de l'usage de la violence.

C'est ainsi que l'on assiste au triste mais habituel spectacle d'une gauche aux ordres de l'Etat bourgeois et du libéralisme, préférant par exemple inviter au Parlement européen l'ancien président colombien d'extrême-droite Alvaro URIBE que de prendre position en faveur de la classe ouvrière colombienne ou de l'Armée de Libération Nationale socialiste (E.L.N). Comme l'écrit à ce propos le journaliste colombien Antonio MORALES RIVEIRA, « *la gauche française qui ne survit que dans les salons parisiens calfeutrés empesté... seule la rue pourra lui enlever sa puanteur* » !



Ce tract de la C.F.D.T a le mérite de souligner également que cette violence populaire n'est souvent qu'une riposte à la violence des institutions. Elle demeure ainsi souvent le seul moyen d'expression qu'il reste aux hommes et aux femmes pour qui le recours juridique, économique et politique est impossible parce que dans les mains des oppresseurs et à leur service exclusif. Cette violence d'espoir et d'émancipation est ainsi combattue avec vigueur par les forces de la réaction, la violence castratrice qui protège les intérêts des puissants étant quant à elle reconnue et utilisée par le pouvoir en place.

La violence ne s'entend pas en dehors de ce contexte : pour la faire disparaître il faudra avant tout faire disparaître l'injustice !

De l'ordre et du désordre... entre autre chose. Ces deux mots semblent nous avoir conduits beaucoup plus loin qu'il n'y paraît au premier abord. Le renoncement définitif d'une partie de la gauche française à la violence révolutionnaire a ainsi véritablement entraîné celle-ci dans le « *parti de l'ordre* », attestant une fois de plus de son collaborationnisme social et entérinant aux yeux de la classe ouvrière sa capitulation idéologique.

Il serait bon de rappeler à cette gauche que certes la liberté se paye sans doute de désordre, mais que l'on en meurt moins que de servitude !



Crieur Public

Courrier des lecteurs

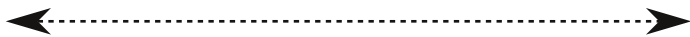
"Ce torchon n'est pas un journal mais un long tract qui doit venir sans aucun doute du bureau de droite sous l'arche de la B.U. Ce n'est pas un journal qui correspond à la majorité des étudiants, ça ressemble plus à un plaidoyer révolutionnaire. J'ai juste eu l'impression de lire un tract de l'UNEF plus long que d'habitude".

Un étudiant anonyme de Lettres modernes.

Réponse du Comité de rédaction du Tocsin :

Le mail très critique de cet "étudiant anonyme" nous permet de mettre au clair certains points importants.

Le *Tocsin* est et restera un journal engagé. Ses rédacteurs prennent ouvertement position et souhaitent par leurs articles toucher, faire réfléchir et faire réagir leurs lecteurs. Il n'y a pas tromperie sur la marchandise : contrairement à nombre de médias nous avons l'honnêteté d'afficher très clairement nos intentions. Le *Tocsin* ne cherche donc pas à "correspondre à la majorité des étudiants" mais souhaite populariser certaines problématiques absentes des médias dits traditionnels. Le *Tocsin* est un journal indépendant, totalement autofinancé par ses rédacteurs. Pour la petite info croustillante, aucun membre du Tocsin n'est encarté dans un syndicat ou un parti politique. De l'indépendance de nos rédacteurs dépend la liberté de notre plume !



"Les articles sont illisibles tellement les phrases sont longues et alambiquées surtout dans l'édito. Je n'aime pas le style. Dans ces mêmes articles il n'y a

que vulgarité et insultes...".

Pauline, étudiante.

Réponse de Salim TORECEN :

Mon édito est effectivement marqué de références linguistiques et stylistiques au "*parler populaire*" du Paris ouvrier du 19ème siècle. C'est un effet littéraire assumé qui peut utiliser de temps à autre certains termes grossiers. L'exemple classique de ce type de rédaction se retrouve sous la plume de Jacques-René HEBERT dans son journal *Le Père Duchesne*. La lecture de *Voici*, *Gala* ou *Closer* conviendra sans doute mieux à Pauline qui n'y retrouvera que très rarement de "*longues phrases alambiquées*".

Annonce du Comité de rédaction

Pour ce numéro 2 du *Tocsin* nous avons fait le choix de publier les avis les plus négatifs au détriment des nombreux témoignages d'encouragement.

Nous remercions néanmoins toutes celles et ceux qui nous ont fait partager leurs critiques et leurs remarques constructives.

Le "*Crieur Public*" attend quant à lui vos différents messages et annonces de toutes sortes que vous souhaitez faire partager au plus grand nombre. Vos déclarations, anonymes ou non, seront publiées directement sans retouche de la part de notre rédaction.

Vous écrivez, nous "*crions*"... poèmes, messages personnels, mots d'amour, déclaration politique... Réappropriez vous la parole publique !



Questions, critiques, débats, échanges, envois d'articles, abonnements, donations indécentes, héritages importants, dénonciation de *Roms*... n'hésitez pas à nous contacter par mail :

journal.letocsin@yahoo.fr

